

Consultation publique de l'ARCEP portant sur la réalisation des raccordements finals FttH sur tout le territoire

PREAMBULE

Anjou Numérique est le syndicat mixte créé par les collectivités locales du Maine-et-Loire pour mener à bien la couverture des territoires ruraux du département en réseau FttH. Le déploiement de ces réseaux a été confié à la société Anjou Fibre, filiale du groupe TDF, à travers une délégation de service public de 25 ans. La commercialisation a réellement débuté depuis 6 mois alors que la construction est aujourd'hui avancée à 30% environ.

Le recul sur les modes de raccordement est donc pour le moment insuffisant pour nous permettre de répondre de manière pertinente à toutes les questions posées dans cette consultation. En outre, notre position d'autorité délégante ne nous donne pas accès à un certain nombre de données nécessaires à l'élaboration d'une réponse complète.

Nous avons néanmoins voulu apporter notre contribution sur les quelques sujets qui commencent à faire jour sur notre territoire, les premiers problèmes liés au mode STOC ne s'étant pas faits attendre. La présente consultation n'aborde cependant pas frontalement les difficultés liées à ce mode de raccordement, c'est pourquoi nous souhaitons avant tout développement porter devant l'autorité les propositions suivantes :

- Limiter le mode STOC au premier raccordement, et que l'OI puisse refuser ce mode pour le churn ;
- Cantonner le mode STOC au segment PBO-PTO, et que le brassage au PM soit du seul ressort de l'OI. Ainsi, l'OCEN conserverait la relation avec l'utilisateur et se limitera au saccage du PBO sans avoir besoin d'aller également détruire le PM ;
- Rendre réellement dissuasives les pénalités en cas de malfaçon ou non-respect des obligations légales ou de sécurité pour faire évoluer les pratiques ;
- Garantir que le tarif de sous-traitance du raccordement en mode STOC ne puisse **en aucun cas** être supérieur au tarif du même raccordement en mode OI ;
- Poser les conditions permettant d'appliquer intégralement le droit générique de la sous-traitance (loi du 31 décembre 1975).

QUESTION 1 – RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Partagez-vous la synthèse établie par les services de l'Autorité des travaux d'état des lieux du groupe de travail « exploitation ».

Anjou Numérique partage les conclusions du groupe de travail « exploitation » mais souligne les particularités de la zone de basse densité : raccordements plus longs, aériens, nécessitant le calcul et l'armement de supports Orange ou Enedis. Les entreprises missionnées en bout de chaîne de sous-traitance ne sont pas suffisamment rémunérées pour leur permettre un travail dans de bonnes conditions.



QUESTION 2 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Concernant l'envoi par les opérateurs commerciaux des CRI enrichis et des CR STOC :

- ces flux d'informations sont-ils suffisamment exhaustifs (notamment : clichés avant/après des interventions, métadonnées) pour permettre aux opérateurs d'infrastructure de contrôler la réalisation des interventions ?*
- ces flux d'informations sont-ils suffisants pour le suivi des interventions ou doivent-ils être complétées par la mise en place d'autres outils ? Détaillez le cas échéant.*
- l'exploitation des données des CRI enrichis fait-il l'objet d'un contrôle systématique par l'OI ? Détaillez en les modalités le cas échéant.*

Les CR enrichis ne sont toujours pas mis en place entre notre délégataire Anjou Fibre et les OCEN. Il est dès lors impossible de juger de leur efficacité. Néanmoins, le délai de retour des compte-rendu, de plusieurs semaines, exclut toute contre-visite le cas échéant. Une communication des plannings d'intervention permettrait aux OI d'exercer un véritable contrôle des conditions de réalisation des raccordements client final.

QUESTION 3 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

La reprise de malfaçons est une étape indispensable dans la bonne exploitation des réseaux. Quel délai est imparti aux opérateurs commerciaux pour leur permettre d'intervenir et reprendre les défauts constatés ?

Un processus de reprise des malfaçons partagé entre opérateurs vous apparaît-il nécessaire ? Quelles en seraient les modalités éventuelles, notamment en termes de délai ?

Lorsque notre délégataire parvient à identifier l'auteur des dégradations, la remise en état est réalisée dans un délai acceptable de quelques jours. Mais cela n'arrive que trop rarement et demande un investissement important de l'OI. Les signalements de riverains ne donnent qu'une connaissance tardive des atteintes les plus graves aux installations (PM ouvert, portes tordues, ...). Plusieurs jours se sont écoulés et de nouveaux raccordements ont été réalisés. Les responsables ont alors beau jeu de nier toute dégradation.

Un processus de reprise partagé n'est utile que si on peut pas le mettre en œuvre.

QUESTION 4 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les préconisations du recueil de spécifications techniques du comité d'experts fibre optique pour les armoires de rue, notamment dans l'utilisation de serrures et de clés triangles, vous paraissent-elles adaptées ?

Le cas échéant, quels éléments pourraient devoir être améliorés ou ajoutés aux armoires pour en améliorer l'exploitation ?

Notre délégataire remplace les serrures d'origine par des serrures triangle au fur et à mesure qu'elles sont fracturées. Même ainsi, certains sous-traitants ne s'embarrassent pas de clef et préfèrent le pied de biche. Nous aurions dû opter pour des armoires blindées.

QUESTION 5 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les prototypes d'armoires de rue équipés du nouveau dispositif de brassage vous paraissent-ils mieux adaptés aux opérations de brassage et de dépose des cordons optiques.

Ce nouveau dispositif de brassage devrait-il faire l'objet d'une normalisation par le comité d'experts fibre optique, y compris pour ce qui concerne la longueur des cordons optiques ?

Anjou Numérique est par principe favorable aux retours d'expérience qui permettent d'améliorer la gestion des infrastructures optiques ; toutefois, difficile de croire que ce puisse être un dispositif de brassage moins adapté qui puisse être à l'origine des plats de nouilles ; aussi, on peut douter qu'un simple changement de mode de brassage règle ce problème, et les plats de nouilles subsisteront tant qu'existera le mode STOC actuel. Une amélioration est cependant possible si le brassage au PM est de l'œuvre du seul OI, le mode STOC devenant alors limité au seul branchement PBO/DTIO. Dans le cas contraire, le plat de nouilles restera longtemps au menu. Rappelons également que des raccordeurs en mode OI, formés et avec des cadences raisonnables arrivent tout à fait à faire correctement le brassage dans les armoires actuelles.

Il faut également noter que le temps qu'une éventuelle nouvelle ingénierie soit finalisée et validée, plus de 80 à 90 % des PM auront déjà été installés, ce qui limite fortement l'intérêt d'une telle mesure.

Les retours d'expérimentations menées par les deux principaux opérateurs (nouveaux PM ou rétrofit de PM existants) montreraient de réels avantages du brassage en M, en facilité de câblage (opérations de brassage) et en temps de dépose (yc possibilité de récupération des cordons). Cependant, une des inconnues concerne la longueur de cordon à adopter pour les armoires 28U (PM 360) : maintien de la longueur actuelle des cordons de 3,5m ou passage à 3m. Cela semble toutefois être moins un sujet d'ordre technique que lié aux processus de déploiement mis en œuvre par les opérateurs. La balance bénéfices-risques doit être évaluée entre les gains de volume offerts par la seconde solution et les contraintes qu'implique un changement de longueur de cordon, en termes d'hétérogénéité vis-à-vis du parc existant (chaîne d'approvisionnement et pratiques). Il est important de noter que les opérateurs s'accordent sur le fait que ce type de brassage ne va pas résoudre les dérives observées sur le terrain.

Il convient de regarder ces questions en se projetant dans la situation où les PM seront presque intégralement câblés. Les opérations de churn seront nécessairement plus complexes et devraient être dès lors **STRICTEMENT** réservées aux OI.

Quelles seraient les conséquences de l'utilisation par les opérateurs commerciaux de longueurs différentes de cordons optiques selon le type d'armoires et d'opérateurs ?

Les conséquences seront d'autant plus néfastes que les différents sous-sous-traitants des opérateurs commerciaux utiliseront eux-mêmes des cordons de longueurs différentes sans que l'OI puisse prévenir ou sanctionner ce type de comportements. Et si l'on ajoute à cela les raccordements en mode OI, il sera possible d'avoir au moins 5 longueurs différentes dans une même armoire.

Vous paraît-il nécessaire de généraliser ce nouveau dispositif de brassage, y compris pour des armoires déjà installées ? Le cas échéant, quelles devraient être les modalités de reprise de ces armoires ?

Ces sujets sont abordés dans des instances où les collectivités ne sont pas invitées, comme les multilatérales FttH et le GT exploitation. Or les collectivités sont les donneurs d'ordres pour

les RIP, et les financeurs avec l'aide de l'Etat. La problématique concerne non seulement le parc installé, mais également des armoires commandées dans les marchés passés.

La nécessité d'utiliser un nouveau type de brassage est exclusivement liée aux aléas du mode STOC qui a été imposé aux RIP. Aussi, s'il devait y avoir des conséquences financières pour les RIP du fait d'une obligation de changer l'existant, cette charge nouvelle devrait faire l'objet d'un financement national ad hoc via un fond alimenté par les seuls opérateurs utilisant ce mode STOC.

QUESTION 6 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quelles sont les différences et particularités (dans les matériels, les techniques) le plus souvent constatées sur le tronçon du raccordement final chez les opérateurs ? Le cas échéant, quelles difficultés sont-elles susceptibles d'induire ?

Quels sont les éléments techniques du raccordement final qui doivent faire l'objet d'une harmonisation supplémentaire ?

Les échanges bilatéraux entre opérateurs vous paraissent-ils suffisants pour permettre de les améliorer ? L'organisation d'un atelier spécifique sur l'harmonisation des règles d'ingénierie entrant dans le raccordement final vous paraît-elle pertinente ? Le cas échéant, quels sont les éléments et les modalités qui doivent être étudiés ?

QUESTION 7 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Le déroulement des ateliers organisés entre opérateurs, ainsi que des études et des expérimentations lancées par certains opérateurs vous paraît-il satisfaisant pour permettre d'en évaluer les bénéfices escomptés ? Le pilotage des travaux entrant dans l'amélioration de ces processus vous paraît-il suffisant ? Estimez-vous nécessaire d'engager des travaux d'harmonisation de ces processus entre opérateurs, en particulier dans l'entretien des points de mutualisation et des points de branchements ?

Les multiples expérimentations listées au c) ne peuvent permettre d'avancer que si des travaux communs permettent d'en partager les résultats pour arriver à des processus harmonisés. Il est regrettable que les porteurs de RIP, propriétaires des réseaux, ne soient pas associés au pilotage des travaux.

QUESTION 8 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les fichiers d'informations mis à disposition par les OI, notamment fichiers IPE et CR MAD, vous paraissent-ils suffisamment complets et fiables pour déterminer les caractéristiques des raccordements à réaliser ? Quelles informations devraient être ajoutées ou fiabilisées (par exemple : longueur du raccordement) ?

Le mode STOC prédominant n'incite pas les OI à engager des frais importants pour compléter et fiabiliser les parcours de raccordement. Pourtant il serait utile que les parcours de raccordement soient repérés au moment des relevés de boîtes aux lettres pour être intégrés dans les APD pour toutes les nouvelles prises, et que les IPE comprennent effectivement les données nécessaires (champs renseignés de manière obligatoire et non pas facultative).

QUESTION 9 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les flux d'échanges du protocole accès doivent évoluer pour permettre une meilleure fiabilisation des opérations de raccordement. Vous paraît-il nécessaire de communiquer le tracé des infrastructures à emprunter au format SIG ? Détaillez le cas échéant les informations qui doivent être ajoutées ou fiabilisées. Cas de l'utilisation des supports exploités par Enedis .

Il est nécessaire de communiquer le tracé des infrastructures à emprunter au format SIG, et, de surcroît, de respecter le modèle GraceTHD. À titre d'exemple, suite au manque de remontées de fichiers Shape de la part des opérateurs, Enedis mène des réflexions afin d'affiner les éléments attendus pour ces fichiers ; travail sur l'attendu en termes de fichiers shape (déploiement de la Fo - annexe 6 de la convention) avec trois objectifs : alléger, simplifier et rendre compatible avec le modèle GraceTHD. Le gestionnaire a indiqué que « dès lors que le géostandard d'aménagement numérique des territoires GraceTHD est respecté par tous, il lui serait possible de fournir aux opérateurs un extrait depuis ce dernier, ce qui impliquerait une correspondance naturelle entre les attributs demandés désormais dans l'annexe 6 et ce qui est extrait de Grace THD. »

Concernant les supports exploités par ENEDIS, il est à noter que le patrimoine de celui-ci n'est pas accessible au format SIG. Les coûts de mise au format SIG devraient être déduits des redevances versées pour l'utilisation des supports, en contrepartie de la fourniture des données à ENEDIS qui lui permettront de mieux gérer le patrimoine des collectivités que cette société exploite.

S'agissant plus particulièrement de la pose des bandeaux verts, étape préalable à l'installation du câble de raccordement final sur les supports exploités par Enedis, certains opérateurs d'infrastructure confient la réalisation et la validation du calcul de charges à l'opérateur commercial. Dans le contexte du mode STOC, le calcul de charge est en pratique réalisé soit antérieurement à toute opération de raccordement final par l'opérateur d'infrastructure, assorti de la pose d'un bandeau vert par ce dernier, soit en régularisation du raccordement final réalisé par l'opérateur commercial. Les services de l'Autorité souhaitent interroger les acteurs sur la nécessité d'harmoniser les modalités de réalisation du calcul des charges et de pose des bandeaux verts, notamment au regard de la responsabilité de l'opérateur d'infrastructure.

La pose des bandeaux verts n'est pas une étape préalable au raccordement final. En effet, le bandeau vert signifie que l'appui a fait l'objet d'un calcul favorable permettant de mettre sur le poteau 1 PBO et un forfait comprenant jusqu'à 6 câbles de branchement. Pour réaliser un raccordement terminal, d'autant plus s'il n'y a qu'un raccordement (cas fréquent en zone rurale), il est uniquement nécessaire de vérifier que le calcul de charge au réel permet de mettre le câble de raccordement.

Ce point est particulièrement intéressant car il traduit bien l'une des logiques contradictoires du mode STOC : les OCEN veulent seuls maîtriser le raccordement de A à Z, mais exigent – pour certains d'entre eux – que l'OI se charge d'apposer le bandeau vert et de faire le calcul.

Par ailleurs, dans le cas où l'opérateur en mode STOC se charge de choisir l'itinéraire du raccordement et utilise des supports à calculer, le compte-rendu d'intervention ne permet pas de remonter ces informations à l'OI. Celui-ci ne sera alors pas en mesure d'exploiter efficacement ces liaisons ni de gérer les redevances d'occupation.

QUESTION 10 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Vous paraît-il pertinent de généraliser la réalisation des calculs de charge par les opérateurs d'infrastructures ? Dans quelles situations ce calcul pourrait être effectués par l'opérateur commercial à la suite du raccordement ?

En cas de réalisation du calcul par l'opérateur commercial, quelles sont les modalités d'échanges et d'intervention à mettre en place pour régulariser le raccordement en cas de dépassement de la charge autorisée ?

En zone rurale (cas d'un ou deux câbles de branchement maximum), la meilleure solution serait de dispenser les opérateurs de réaliser un calcul de charge, vu la faiblesse des risques (impact limité et prise de risque uniquement dans l'intervalle entre la pose de la fibre et la dépose à venir du cuivre).

QUESTION 11 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quels sont les retours sur expérience des acteurs dans la mise en œuvre de ces modalités spécifiées par Enedis ? Quelles améliorations ou simplifications peuvent être envisagées ?

QUESTION 12 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quelles informations sont partagées par les opérateurs commerciaux en cas d'échec au raccordement, en particulier dans les cas d'échecs sur les infrastructures de génie-civil ? Détaillez les modalités prévues entre l'OC et l'OI. Quelles informations doivent être ajoutées à ces flux d'échanges ?

En premier lieu, il est utile de rappeler que la majorité des échecs de raccordement sont liés au manque de temps, de moyens et de rémunération du raccordeur en mode STOC. Le sous-traitant final, vu le mode de rémunération qui lui est imposé, prend souvent davantage de rendez-vous qu'il ne peut exécuter en une journée, et décide une fois sur place de réaliser ou non le raccordement, en fonction de la difficulté estimée de celui-ci. Ceci explique en partie les pseudo « échecs de raccordement ».

En cas d'échec de raccordement en mode STOC, le sous-traitant de l'OC n'a aucune incitation à passer du temps à renseigner précisément les informations nécessaires à leur traitement. Ce constat est quantifiable dans nombre de cas, puisque certains OI indiquent des niveaux très élevés d'informations fausses ou erronées sur des échecs de raccordement en mode STOC. En particulier les fiches de blocage sont très rarement remontées correctement. La longueur de la chaîne de sous-traitants est un facteur aggravant s'agissant de ces problèmes de qualité d'information.

Il serait plus que judicieux d'associer le client final au process de signalisation des échecs, par exemple sur la base d'une nomenclature de diagnostic (fourreau bouché sur domaine public ou privé, absence de poteau ou d'autorisation de passage, refus esthétique du client...) et d'une possibilité de formulation ouverte, qu'il signerait auprès du raccordeur. Le client final pourrait faire part de ses propres remarques. Cela permettrait d'acter la date de l'intervention, de signaler le cas échéant au client ce qui relève de sa responsabilité, et de limiter l'absence de précision ou des informations délibérément erronées en responsabilisant

le raccordeur. Il est ici rappelé que les Collectivités, propriétaires ab initio des réseaux FttH déployés sur la zone publique, ont toutes facultés d'imposer ce constat partagé aux OI et donc par cascade aux OCEN.

Cependant, la réalité n'est pas exclue de certaines remontées des OCEN faisant état d'infrastructures optiques mises en commercialisation mais avec des informations IPE erronées. C'est d'ailleurs dans un objectif d'aborder dans sa globalité la question de la transparence de l'information disponible et de la complétude des raccordements que l'Avicca avait suggéré, dans le cadre des analyses de marché, la mise en place de 4 dispositifs :

- mise en place d'un processus pour signaler les adresses manquantes dans l'IPE avec délais de réponse obligatoire de l'opérateur en charge du déploiement sur la commune concernée (processus adresse) ;
- mise en place d'un process pour signaler les logements qui ont été déclarés raccordables dans l'IPE, mais qui ont changé de statut en non raccordables suite à l'échec de raccordement quelle que soit la raison technique ayant conduit à cet échec (processus échec de raccordement) ;
- mise en place d'un process pour que les particuliers et professionnels raccordables sur demande puissent demander leur raccordement auprès de l'opérateur d'infrastructures de manière décorrélée de la demande d'un FAI (processus raccordable sur demande) ;
- mise en place d'un process pour que les locaux raccordables sur autorisation puissent aisément être rendus raccordables après communication par l'intéressé de ladite autorisation (processus autorisation en suspens).

L'Avicca suggérerait que ces process soient disponibles au travers d'une plateforme internet gérée soit par un GIP ou un GIE regroupant l'ensemble des OI, soit à défaut par l'Arcep, la plateforme permettant alors aux OI de s'interfacer avec elle. La description plus précise de ces process est indiquée en annexe.

QUESTION 13 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Partagez-vous l'analyse de l'Arcep sur la qualité perçue des raccordements et l'existence d'interventions insatisfaisantes ?

Anjou Numérique constate un défaut manifeste des OCEN dans leur relation client. Les raccordeurs mandatés par les OCEN en mode STOC donnent des raisons fallacieuses à l'échec des raccordements et renvoient les clients vers l'OI voire l'autorité délégante. Notre délégataire renvoie à son tour les clients vers les OC au nom de la gestion de la relation client, et les usagers se trouvent ballotés d'un service à l'autre pendant des semaines.

Quelles sont les solutions qui pourraient contribuer selon vous à assurer la qualité des raccordements à la fibre dans la partie privative ? Quels sont les voies de recours mises en place par les opérateurs avec leurs abonnés en cas de dégradations ou malfaçons dans la réalisation des raccordements ? Quels délais sont habituels constatés ?

QUESTION 14A – RECUEIL D’INFORMATIONS

Selon vos estimations, quelle serait la part des locaux déjà équipés en fibre optique qui ferait l’objet de l’installation d’un double câble de raccordement ? Quelles sont les difficultés engendrées par ces raccordements supplémentaires dans la mise en œuvre du système de restitution des droits d’usage ? Il est demandé d’en préciser la nature et les parties impactées : l’OI, le nouvel OC et l’ancien OC.

Quelles adaptations aux modalités de restitution des droits d’usage pourraient être apportées afin de limiter les conséquences financières de ces raccordements ?

QUESTION 14B – RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Partagez-vous l’analyse de l’Arcep sur la nécessité de la bonne mise en œuvre de la restitution des droits d’usage ?

QUESTION 15A – RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Partagez-vous l’analyse des services de l’Arcep sur l’extension des procédures de portabilité à l’accès fixe à l’internet ?

Nous partageons l’analyse de la nécessité d’une extension des procédures de portabilité pour tenir compte de l’usage décroissant du numéro de téléphonie fixe.

QUESTION 15B – RECUEIL D’INFORMATIONS

La référence de la ligne vous semble-t-elle être une information bien connue des clients finals ? Quelles sont les difficultés éventuelles à systématiser la mention de la référence de la ligne sur les factures et dans l’espace client ?

Observez-vous une décroissance de l’utilisation des services de téléphonie fixe inclus aux offres fibre grand public, qui nécessiterait de revoir les procédures de portabilité de l’accès fixe ? Le code RIO vous semble-t-il pouvoir être un moyen pertinent de véhiculer l’information de la référence PTO de l’ancien opérateur au nouvel opérateur ? Quels en sont les inconvénients le cas échéant ?

La référence de la ligne n’est pas une donnée connue des clients finals aujourd’hui. Cela permettrait pourtant de mettre un terme aux difficultés de l’adressage. Il serait donc intéressant de systématiser la référence de la ligne sur les factures et l’espace client, et d’imposer à tous un étiquetage effectif de prises.

QUESTION 15C – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quels sont les outils utilisés par les opérateurs commerciaux dans l’identification des locaux et des lignes optiques ? Les informations relatives aux locaux dans les référentiels des boucles locales fibre vous paraissent-elles suffisantes ? Détaillez les différences que vous observez avec le fonctionnement des outils similaires utilisés sur la boucle locale cuivre.

Quelles améliorations vous sembleraient nécessaires ? En particulier, l'ajout d'informations sur le « casage » ou plus généralement sur l'identification des locaux, utilisées par exemple pour l'identification des lignes électriques ou la fourniture du gaz, vous paraissent-elles pertinentes ? Selon quelles modalités ces informations devraient être partagées ? Une obligation supplémentaire de publication par les opérateurs vous paraît-elle nécessaire ?

L'identification par la fourniture de gaz ne semble pas une bonne piste, la desserte en gaz étant loin d'être universelle. Plutôt qu'une nouvelle usine à gaz, il serait utile que la possibilité d'utiliser l'identification des prises cuivre d'Orange puisse être enfin actée. On peut se demander si le fait que cette information soit à la disposition des opérateurs dégroupés pour leurs clients en cuivre n'est pas la raison du blocage par l'opérateur historique qui souhaite faire du « winback » avec la fibre.

QUESTION 15D – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Partagez-vous l'analyse de l'Arcep quant à la fiabilité des données sur les lignes existantes dans les systèmes d'informations ? Détaillez le cas échéant les difficultés induites par ces divergences. Selon vos estimations, quel taux de fiabilité présentent ces informations dans les SI des opérateurs d'infrastructures ? Selon vos estimations, quelle part de lignes déjà existantes font l'objet d'une construction d'un deuxième raccordement ? Quelles mesures pourraient être adoptées afin de résoudre ces divergences ?

QUESTION 16 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les OI sont invités à rappeler le critère qu'ils utilisent pour déterminer la typologie d'un raccordement final et s'ils envisagent des évolutions sur le choix du critère. Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant leur choix, notamment par rapport aux conséquences pour les raccordements déjà réalisés, le critère qu'ils estiment le plus pertinent pour déterminer la typologie du raccordement final qui servira à établir son tarif. Les nouveaux champs de la version 3.1 du protocole PM doivent-ils être complétés pour informer correctement les opérateurs pour la réalisation du raccordement final ?

QUESTION 17 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à renseigner, selon ces deux méthodes (mode de pose du PBO et cheminement du câble), et autant que possible en les croisant, la répartition des types de raccordement final qu'ils ont déjà réalisés et ceux dont l'étude a déjà été effectuée.

QUESTION 18 – RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Ces coûts par typologies vous paraissent-ils pertinents ? Si non, pourriez-vous indiquer, à la lumière des résultats détaillés dans le tableur Excel annexé à la consultation et à l'aide d'éléments objectifs et documentés, les unités d'œuvre dont les coûts ne vous semblent pas correspondre à la pratique et le coût moyen que vous leur attribuez ?

QUESTION 19A - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à renseigner la nature et le montant des charges qu'ils supportent dans le cadre de la réalisation des raccordements final. Il est demandé de bien préciser la situation dans laquelle l'acteur supporte ces charges (réalisation avec des équipes internes, réalisation en sous-traitance, supportées par l'OI pour les raccordements finals réalisés en mode STOC, etc.).

QUESTION 19B - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Les montants moyens agrégés renseignés par l'Autorité vous paraissent-ils pertinents ? Chaque acteur (OI, OC et sous-traitant) de la réalisation du raccordement final supporte des charges qui lui sont propres, est-ce que l'ensemble de celles-ci doit être comptabilisé dans le tarif d'usage (flux n° 3) utilisé pour déterminer le montant de la restitution des droits d'usage (flux n° 4) ? Si non, qui supporte celles qui ne le sont pas et comment sont-elles facturées ?

QUESTION 20 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Quelles évolutions les acteurs anticipent-ils pour les coûts de réalisation des raccordements finals, notamment concernant la main d'œuvre, le matériel et les charges ?

Anjou Numérique estime que les rémunérations effectivement versées aux sous-traitants finals ne permettent pas une réalisation dans des conditions de sécurité et de qualité nécessaires, et que les coûts affichés par les OC sont surestimés. Il conviendrait d'observer les coûts de sous-traitants finals qualifiés, dont la qualité de travail est validée par les OI, pour cerner les coûts effectifs d'un opérateur efficace. Ceci pourrait être effectué périodiquement, tous les ans ou tous les deux ans, pour tenir compte des gains d'efficacité et des autres paramètres mouvants. Le coût de raccordement final devrait être calculé uniquement à partir du montant effectivement payé au prestataire de dernier rang auquel on ajoutera des charges et une marge raisonnables calculées en pourcentage. A tout le moins, s'il y avait une contestation future sur les droits d'usage à l'occasion de churn, ces éléments devraient être conservés et auditable au titre des obligations comptables.

QUESTION 21 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs envisagent-ils des besoins spécifiques pour les entreprises sur le segment du raccordement final qui impacterait le coût du raccordement final, par exemple le multi-accès ? Le cas échéant, comment ces besoins sont-ils pris en compte et comment sont-ils facturés ?

QUESTION 22 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Est-ce que les acteurs envisagent une facturation particulière pour les raccordements finals d'entreprises en FttH ? Si oui, sur quelle caractérisation objective entendent-ils s'appuyer ? Les acteurs sont invités à répondre en distinguant trois aspects :

- les pratiques sur le marché de détail, entre l'opérateur commercial et l'utilisateur final ;*
- les pratiques entre l'opérateur et son sous-traitant pour la construction du raccordement ;*
- les pratiques entre opérateur d'infrastructure et l'opérateur commercial pour le droit d'usage du raccordement.*

Notre délégation de service public ne prévoit pas de facturation particulière pour les raccordements finals d'entreprise en FttH. Le raccordement FttE a contrario fait l'objet d'une tarification spécifique.

QUESTION 23 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Concernant les raccordements finals d'entreprise de type « FttE », les opérateurs d'infrastructure sont invités à renseigner leurs coûts et à détailler les mécanismes de facturation qu'ils proposent.

QUESTION 24 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Quelles sont les contraintes techniques qui limitent la longueur des raccordements finals (taille ou poids du touret de câbles, standardisation des fournitures, etc.) ?

Comment doit-être caractérisée la longueur maximale d'un raccordement final « standard » : une longueur de câble, un nombre d'infrastructures (chambres ou poteaux) à solliciter lors de la réalisation ou une combinaison des deux ? Est-ce que ce critère devrait être unique ou varier selon la typologie du raccordement final ?

Les acteurs sont invités à indiquer quelle approche ils utilisent, en précisant les valeurs des seuils retenus, et pourquoi. Ils sont également invités à transmettre à l'Autorité la proportion des raccordements concernés et des éléments de coût sur ces derniers.

Anjou Numérique note que les sous-traitants de derniers rangs sont tellement mal rémunérés que ceux-ci peinent à réaliser des raccordements standards. Certains ne disposent même pas de véhicule, empruntent des échelles aux particuliers... La question telle que posée par l'Arcep pourrait ainsi faire sourire si elle ne cachait pas une réalité qui confine au tragique.

QUESTION 25 - RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Estimez-vous souhaitable que l'Autorité promeuve une harmonisation des pratiques entre opérateurs d'infrastructures sur la caractérisation des raccordements « longs » ? Si oui, sur la base de quels paramètres et selon quelles modalités ? Si non, pourquoi ?

La notion de raccordement long est aujourd'hui directement utilisée dans notre contrat de délégation de service public. Une redéfinition pourrait avoir un effet sur l'équilibre économique de ce contrat.

QUESTION 26 - RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Est-ce qu'il existe un seuil en matière de longueur de câble ou de nombre d'infrastructure à solliciter à partir duquel un raccordement final ne peut plus être considéré comme réalisable par les opérateurs commerciaux ?

Au regard du développement ci-dessus, est-ce qu'il vous apparaît pertinent de fixer un seuil limite (que ce soit une longueur de câble ou un nombre d'infrastructures sollicitées) au-delà duquel l'OI ne devrait plus positionner de PBO ? Pour traiter ces cas, est-il préférable que l'OI diffère la pose du PBO (local « raccordable sur demande »), pour poser, lorsque le raccordement est demandé, un PBO « unitaire » à proximité du local, à partir duquel un raccordement « standard » sera réalisé ?

Il ne devrait pas y avoir de limites en termes de longueur de câbles, et le nombre de poteaux ou chambres intermédiaires pour effectuer le raccordement compte moins que l'existence et l'usage possible de l'infrastructure de raccordement. Dit autrement, un raccordement de 500 m peut être « facilement » réalisé si les fourreaux ou les poteaux sont aisément mobilisables, alors qu'un raccordement de 10m avec un fourreau bouché ou un problème de surplomb ou d'élagage ou autre pourra être considéré comme non réalisable.

La suggestion de classer le local en « raccordable sur demande » sur un PBO unitaire fait sens, mais remplace un problème par une procédure qui doit encore prouver qu'elle fonctionne côté OI et côté OCEN. La responsabilité de l'OI est de rendre le local raccordable, et si les OCEN ne veulent pas faire le raccordement, il doit être en mesure de le réaliser lui. Les exceptions, qui seront à traiter avec un autre mécanisme, sont liées à l'absence d'infrastructure d'accueil sur une longueur importante qui rendrait exorbitant le coût du raccordement.

QUESTION 27 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à renseigner :

- *S'il existe aujourd'hui des raccordements longs, et s'ils sont ou non réalisés lorsque l'utilisateur final demande à être raccordé.*
- *Comment ces raccordements finals « longs » sont facturés entre l'OI et l'OC, en distinguant les situations suivantes : construction en mode OI, en mode STOC et reprise d'un raccordement existant (en particulier l'influence des travaux sur la restitution des droits d'usage). Quand cela est pertinent, il demandé de bien distinguer les deux types de flux : le tarif de sous-traitance (flux n° 2) et le tarif d'usage (flux n° 3).*

Les raccordements longs de notre territoire ne sont pas réalisés par les OCEN, qui préfèrent laisser ces commandes ouvertes sans traitement. Cela contribue à dégrader l'image des RIP auprès du grand-public alors qu'un raccordement en mode OI ne poserait pas de problème.

QUESTION 28 - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Pour les raccordements « longs », le tarif de sous-traitance (flux n° 2) doit-il nécessairement être établi sur devis ? Vous paraît-il envisageable qu'il soit plutôt établi de manière forfaitaire ? Ou le cas échéant selon une métrique simple, comme la distance à vol d'oiseau entre le PBO et le local ? Quitte à ne garder qu'une très faible partie de cas plus exotiques sur devis ?

Il est souhaitable que les tarifs de sous-traitance pour les raccordements longs soient établis sur la simple métrique du linéaire de câble à déployer en supplément, puisqu'ils peuvent être traités ainsi par les raccordeurs. Il ne faut en aucun cas employer la distance à vol d'oiseau.

QUESTION 29 - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Les acteurs sont invités à exprimer, en la justifiant, leur position sur chacune des situations décrites ci-dessus :

- Situation a) : l'OC supporte l'intégralité des coûts du raccordement « long », ce qui suppose que ces derniers puissent être supportés par un seul acteur pour que l'intervention ait effectivement lieu ;*
- Situation b) : les coûts sont supportés par une surfacturation de l'ensemble des raccordements « standards » du réseau, cela permet une participation de tous les acteurs sur le segment du raccordement final, mais cela implique que le tarif d'usage moyen d'un raccordement « standard » augmente ;*
- Situation c) : les coûts sont reportés sur la masse des coûts PM-PBO et donc couvert par les tarifs d'accès PM-PBO, l'OI étant responsable de la position du PBO, il pourrait être cohérent que la différence avec les cas standards soit supportée par la desserte. Cela permet de diminuer le tarif d'usage des raccordements « longs », sans augmenter celui des raccordements « standards ».*

Dans le cas a, le raccordement porte une valeur propre non péréquée. Cela pourrait limiter l'intensité concurrentielle entre opérateurs pour un client donné lorsqu'un CHURN nécessite le rachat d'un raccordement particulièrement onéreux. L'OC pourrait par ailleurs être tenté de surévaluer le coût de raccordement initial pour augmenter cet effet.

Les cas b et c créent au contraire une forme de péréquation. Si le cas c semble le plus favorable au traitement des raccordements longs, il ferait poser une charge nouvelle sur l'OI et risquerait de déséquilibrer l'économie du contrat de délégation de service public.

QUESTION 30 (EN DOMAINE PUBLIC) - RECUEIL D'INFORMATIONS

- Quelles sont les principales difficultés techniques qui excluent les raccordements de la catégorie « standards » (fourreau cassé, fourreau bouché, poteau à changer, élagage, etc.) ? Les acteurs sont invités à transmettre une classification de ces difficultés qui renseigne, pour chacune, le coût et la proportion à laquelle elle est rencontrée.

- L'OI est responsable, sur le domaine public, de la disponibilité des infrastructures d'accueil entrant dans la réalisation du raccordement final, ce qui implique de les financer. Cela appelle-il des observations de la part des acteurs ?

Ces coûts sont prévus dans le contrat de DSP d'Anjou Fibre, à l'exclusion des coûts de remise en état du GC d'Orange. Ces derniers doivent être logiquement intégrés dans le coût global d'utilisation du génie civil, afin de s'assurer du bon entretien de celui-ci.

- Dans le cas où le raccordement est réalisé par un OC intervenant en mode STOC, la réalisation technique de certaines opérations, notamment sur le génie-civil, pourrait théoriquement être menée par l'OI ou par l'OC. Y a-t-il des opérations sur le domaine public qui pourraient être réalisés par les OC dans le cadre d'une intervention en mode STOC ? Le cas échéant, dans quelles situations et quels critères permettraient de les caractériser (nature des travaux, coût des travaux, etc.) ?

- Les acteurs estiment-ils que certaines interventions sont trop complexes pour être réalisées en mode STOC ? Le cas échéant, merci de détailler la nature de l'intervention et la raison qui les rendent irréalisables par les OC.

- Enfin, comment les acteurs envisagent-ils la réalisation de ces raccordements : est-ce que, dans ces cas précis, une reprise en main de l'intervention par l'OI leur semble pertinente ? Pour l'intervention complexe spécifiquement, ou pour tout le raccordement ?

La reprise en main par l'OI est indispensable et peut donner lieu à une industrialisation par des campagnes de travaux, avec des entreprises qualifiées et les nécessaires autorisations d'intervention sur domaine public.

QUESTION 31 (EN DOMAINE PUBLIC) - RECUEIL D'INFORMATIONS

Comment ces raccordements finals « complexes » sont-ils facturés entre l'OI et l'OC, en distinguant les trois situations suivantes : construction en mode OI, construction en mode STOC, reprise d'un raccordement existant (en particulier l'influence des travaux sur la restitution des droits d'usage) ? Quand cela est pertinent, les acteurs sont invités à bien distinguer les deux types de flux : le tarif de sous-traitance (flux n° 2) et le tarif d'usage (flux n° 3).

QUESTION 32 (EN DOMAINE PUBLIC) - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Pour que le tarif d'usage (flux n° 3) de ces raccordements reste néanmoins à un niveau qui, en pratique, ne soit pas un obstacle à sa souscription par un OC, il pourrait être envisagé une évolution des modalités tarifaires équivalente à la « situation c) » décrite pour les raccordements « longs ».

La pratique d'un tarif d'usage plus faible que les coûts de construction, la différence (en particulier les coûts de génie-civil) est reportée sur la masse des coûts PM-PBO et récupérée via les tarifs du segment de la desserte.

Les acteurs sont invités à réagir à cette proposition de tarification.

Anjou Numérique est favorable à une répercussion sur la masse des coûts PM-PBO. Il serait éminemment dangereux de laisser cette question se traiter comme actuellement par une multiplication de prises considérées de fait comme « non raccordables », avec les conséquences financières (non versement des aides de l'Etat aux RIP), politiques (discrédit local et national), et l'impossibilité d'envisager une fermeture rapide du cuivre.

QUESTION 33 (EN DOMAINE PRIVE) - RECUEIL D'INFORMATIONS

(i) Quelles sont les principales difficultés techniques rencontrées en domaine privé lors de la réalisation du raccordement final ? Les acteurs sont invités à transmettre une classification de ces difficultés qui renseigne, pour chacune, le coût et la proportion à laquelle elle est rencontrée.

(ii) Les acteurs sont invités à s'exprimer sur les coûts engendrés par ces raccordements finals : qui doit les supporter et comment doivent-ils être facturés ? Est-ce qu'il vous semble pertinent que ces derniers soient exclusivement portés par le client final ou, au contraire, supportés collectivement par les acteurs, par exemple au travers d'une péréquation de ces coûts sur l'ensemble des raccordements finals de la zone ?

(iii) Enfin, les acteurs sont invités à indiquer 1) celui qui en pratique établit le cahier des charges techniques de l'intervention et 2) celui qui en pratique réalise la remise à niveau des infrastructures d'accueil. Est-ce l'opérateur d'infrastructure qui exploite le réseau sur la zone, l'opérateur commercial qui, s'il agit en mode STOC, identifiera en premier les difficultés, ou le client final qui est responsable de la disponibilité des infrastructures d'accueil ?

Notre DSP prévoit que les infrastructures d'accueil des câbles soient mises à disposition par le client final sur son domaine privé. Cette disposition est comprise des clients et ne pose aucun problème à l'usage.

QUESTION 34 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Chaque répondant est invité à préciser :

- en tant qu'opérateur d'infrastructure, quel volume de raccordements FttH il a produit en 2020 sur ses réseaux, en décomposant ce volume entre « mode OI » et « mode STOC » ;*
- en tant qu'opérateur commercial, quel volume de raccordements FttH il a commandé en 2020, en décomposant ce volume entre « mode OI » et « mode STOC ».*

QUESTION 35 - RECUEIL D'INFORMATIONS

- Les acteurs sont invités à expliciter l'ensemble des flux financiers supportés et échangés entre l'OI et l'OC pour la réalisation d'un raccordement final en mode STOC, de la passation de la commande par l'OC à la perte de son client final.

- Dans le cadre d'une tarification à l'euro-l'euro⁴, les échanges financiers entre OI/OC ont-ils effectivement lieu ou est-ce que ces derniers n'interviennent qu'au moment de la restitution des droits d'usage en cas de churn ?

QUESTION 36 - RECUEIL D'INFORMATIONS

- Comment ces différentes grilles de sous-traitance sont-elles négociées entre opérateurs ?
- Les acteurs sont invités à communiquer à l'Autorité l'ensemble des grilles de sous-traitance qu'ils utilisent dans le cadre du mode STOC (avec chaque OI ou chaque OC selon les cas).
- Les acteurs identifient-ils des conséquences particulières liées à la coexistence de plusieurs grilles de sous-traitance pour une même prestation sur un même réseau ?

L'existence de différentes grilles de sous-traitance est source d'inégalités de traitement et de problématiques sur le réseau lui-même (différences de process etc.). Elle traduit l'ambiguïté fondamentale du mode STOC, où l'OC, loin d'être un sous-traitant choisi par l'OI pour l'attractivité de ses tarifs et la qualité de ses prestations, est un de ses rares clients possibles, voire un client incontournable dans le cas d'Orange en zone peu dense, qui de fait dicte ses conditions à son soit disant donneur d'ordre. Les dispositions des contrats STOC devraient figurer dans les offres de référence, puisqu'elles sont induites par l'utilisation commerciale du réseau.

QUESTION 37 - RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

- Les acteurs partagent-ils l'analyse des services de l'Autorité ? Identifient-ils d'autres risques liés à cette situation (plusieurs grilles de sous-traitance qui peuvent ne pas représenter la réalité des coûts supportés pour la réalisation des raccordements finals) ?
- Il est par ailleurs demandé aux acteurs d'indiquer en quoi cette pratique leur apparaît compatible avec l'obligation de non-discrimination pesant sur l'OI.

QUESTION 38 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant, leur appétence à la mise en œuvre d'une telle grille de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) unique.

Les acteurs sont notamment invités à répondre aux questions suivantes : quelles seraient les difficultés liées à sa mise en œuvre ? Quelles seraient les conséquences pour l'OI ? Pour les OC ? Pour les raccordements déjà réalisés ?

L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?

QUESTION 39 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

- Quelles seraient les difficultés liées à la pratique d'un tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire unique, quelle que soit la typologie, pour le raccordement final ? Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant, leur appétence à la pratique d'un tel tarif par l'OI.
- L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?

- La partie 4.2 aborde les raccordements finals « longs » qui présentent des contraintes techniques qui multiplient les coûts de réalisation du raccordement. Est-ce qu'il vous apparaîtrait pertinent que ce tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire unique prenne en compte les coûts d'intervention supérieurs sur ces raccordements (ces coûts seraient ainsi péréqués sur l'ensemble des raccordements finals du réseau concerné) ? Les acteurs sont invités à justifier leur réponse.

La mise en place de dispositifs simplifiant le churn semble positive. Un tarif d'usage forfaitaire ne sera efficace que s'il comprend l'ensemble des cas, aussi bien les différentes typologies que les différentes sur-longueurs. Il faut bien évidemment veiller à ce que cette péréquation ne pénalise pas l'OI.

QUESTION 40 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Selon vous, quelle référence de coût vous semble la plus pertinente pour fixer une nouvelle référence tarifaire pour le raccordement final en zone d'initiative publique ? S'agit-il du coût moyen (coût péréqué selon les quatre typologies) ou du coût maximal (coût d'un raccordement final réalisé en aérien) qu'un opérateur supporte pour la réalisation d'un raccordement final en zone d'initiative privée ?

Comment les surcoûts liés aux raccordements « longs » ou « complexes » abordés en partie 4.2 et 4.3 doivent-ils être pris en compte ? Les acteurs sont invités à justifier leur réponse.

Anjou Numérique partage pleinement l'objectif que les OCEN participent au moins de manière équivalente au financement des raccordements en zone RIP qu'en zone privée. La présente consultation se base sur l'hypothèse, aujourd'hui vérifiée, que les OCEN commercialisent leurs offres partout sans privilégier les prises dont les coûts de raccordement sont moins élevés (par exemple en immeuble versus en aérien), en réalisant en quelque sorte une péréquation interne de leur clientèle.

En zone RIP, du fait de l'existence d'une subvention, il convient d'éviter deux écueils :

- un sur-subsidionnement des raccordements, qui minimise la contribution des OCEN aux coûts ;
- un sous-subsidionnement qui pourrait devenir un frein à la commercialisation.

Il en résulte que la borne basse d'un tarif de référence en zone RIP serait le tarif de référence en zone privée, avec la péréquation entre les différentes typologies de cette zone privée. La borne haute serait de se caler sur le coût qu'un OCEN accepte de payer en zone privée, à savoir un raccordement en aérien.

Dès lors, deux possibilités sont ouvertes, soit la fixation d'un tarif de référence unique, soit laisser à chaque couple délégant/OI de la zone RIP le soin de fixer ce tarif entre ces deux bornes.

La première formule a l'avantage de la simplicité ; la seconde pourrait permettre de mieux cerner les capacités contributives des OCEN, et surtout qu'il soit tenu compte RIP par RIP des contrats actuels, en laissant une place à la négociation.

En tout état de cause, la mise en œuvre de cette proposition **doit être impérativement associée** à l'imposition d'une tarification du mode STOC qui ne puisse en aucun cas être supérieure à celle de la tarification en mode OI, sinon, nul doute que cette proposition serait très rapidement détournée.

Au stade actuel, où les contributions des OCEN et des OI aux différentes propositions structurantes de la consultation ne sont pas connues, et où existe une incertitude très forte sur les coûts réels de construction en zone privée (notamment écart entre les coûts faciaux et les coûts réels compte-tenu des pratiques), on ne peut se prononcer plus précisément ni sur les niveaux, ni sur l'unicité du tarif de référence en zone RIP.

QUESTION 41 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Est-ce que cette distribution des raccordements finals vous apparaît pertinente pour décrire la zone moins dense d'initiative privée ; et ainsi servir pour fixer le tarif de référence de la zone d'initiative publique ? Sinon, quelle référence vous semble plus pertinente ?

Les proportions des différents types de raccordement au sein de la zone d'initiative publique ne reflètent aucunement la réalité de notre réseau d'initiative publique. Les proportions anticipées sur notre territoire sont les suivantes :

Immeuble	Souterrain	Façade	Aérien
20 %	47 %	1 %	31 %

QUESTION 42 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Avez-vous des observations sur la prise en compte de ces deux composantes ?

Dans l'économie réelle des OI, il faut effectivement tenir compte des deux composantes : d'un côté le tarif d'usage, de l'autre la différence entre le tarif de sous-traitance et celui de construction.

Les contrats STOC existants dans les RIP ont été bâtis en l'absence de référentiel commun, et avec les rapports de force complexes entre OI et les différents OCEN. Il serait paradoxal qu'une réforme permettant une meilleure contribution des OCEN aux coûts de raccordement se traduise par une demande de subvention accrue aux délégants. L'effet attendu est au contraire que les cas écartés des contrats de délégation actuels, parce que trop coûteux, puissent être corrigés.

Il est également possible de relever le cas actuel où le coût de construction effectif est inférieur au tarif de sous-traitance STOC, au regard de la chaîne réelle.

QUESTION 43 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à expliciter l'ensemble des flux financiers supportés et échangés entre l'OI et l'OC pour la réalisation d'un raccordement final en mode STOC, de la passation de la commande par l'OC à la perte de son client final, selon que l'OC ait payé initialement le raccordement final ou qu'il le loue mensuellement.

Ils sont également invités à répondre aux interrogations suivantes :

- comment les opérateurs négocient-ils les grilles de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) du mode STOC en zone RIP ?

- quelle est la conséquence de la subvention publique sur les flux financiers échangés entre l'OI et l'OC en mode STOC ?

Notamment, il est demandé aux OI de préciser les mécanismes de reversement des subventions publiques du raccordement final, lorsqu'elles existent, à l'OC. Par exemple, en mode STOC, dans le cadre d'une pratique tarifaire à l'euro-l'euro, la subvention publique est-elle reversée au moment de la facturation du raccordement final à l'OC ? Est-ce qu'elle fait l'objet d'un flux différé regroupant les raccordements finals réalisés sur un ou sur l'ensemble des réseaux de l'OI ?

QUESTION 44 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Les acteurs invités à exprimer leur position sur ces différentes modalités tarifaires du mode STOC en zone d'initiative publique. Les OI RIP préciseront la modalité qu'ils retiennent dans leur contrat d'accès en indiquant la raison de ce choix.

- Ils sont également invités à exprimer leur position sur la possibilité pour les OI RIP de fixer une seule grille de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) en contrepartie du bénéfice d'un tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire subventionné unique en mode « CAPEX » et « location » pour le raccordement final.

L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?

Ainsi que le constate l'Arcep, les OI n'établissent pas une réelle grille de sous-traitance, puisqu'ils différencient « les OC en fonction de leur acceptation de la grille de sous-traitance qu'utilise l'OI pour réaliser ses raccordements en propre comme grille de sous-traitance OI-OC ». Un sous-traitant qui choisit ses tarifs, il s'agit certainement d'une novation par rapport à la loi 75-13334 du 31 décembre 1975. Les capacités de négociations des OI RIP sont de fait limitées en premier lieu par l'obligation du mode STOC, en deuxième lieu par la possibilité actuelle d'avoir des contrats STOC qui diffèrent, et en troisième lieu par le poids de marché de chacun des OC.

Il est au contraire nécessaire que la grille de sous-traitance OI-OC (flux n°2) soit appliquée de manière identique à tous les OC a minima sur un même RIP, condition nécessaire à la simplification souhaitable qui résulterait d'un tarif d'usage unique forfaitaire péréquant les différents modes de raccordement, les raccordements longs et complexes. A minima, ces coûts ne pourront être moins chers en mode OI qu'en mode STOC. Il apparaît souhaitable que ce tarif d'usage s'établisse à un niveau voisin des coûts réels de ceux de la zone privée : trop haut, il pourrait inciter les OC à commercialiser plus fort en zone privée, trop bas, il ne permettrait pas à l'OI de prendre en charge les raccordements les plus coûteux.

Il est indispensable, comme indiqué ci-dessus, qu'il s'agisse bien des coûts encourus en zone privée par un opérateur efficace. A défaut, avec le barème publié dans la consultation, il est possible que ne soit pas dégagées de marges permettant de mieux financer les raccordements, et, partant, de résoudre une grande partie des problèmes causés par les raccordements les plus coûteux.

Par ailleurs, dans le cas où le droit d'usage du raccordement est sous forme locative, le tarif doit découler de celui de l'investissement au tarif révisé et du coût du financement. A contrario, les barèmes locatifs actuels résultent souvent de la période de refus

d'investissement des OCEN sur les RIP, qui avaient poussé certains OI à chercher des alternatives pour débloquer la situation concurrentielle.

QUESTION 45 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à s'exprimer sur ces niveaux tarifaires, en précisant dans leur réponse s'ils les ont, ou non, contractés et sur l'analyse des services de l'Autorité. En particulier, est-ce que les acteurs considèrent que la pratique de ces derniers en zone d'initiative publique est pertinente ?

Pour les OC contractants, quelles sont les conséquences de l'augmentation tarifaire sur leur stratégie commerciale (mutualisation, relation avec le client final, etc.) ? En particulier, les OC contractant en mode STOC sont invités à expliciter l'ensemble des flux financiers échangés avec l'OI, de la passation de la commande à la perte du client final, en détaillant les flux influencés par le tarif de 450 €.

-